



Citoyens et Institutions

BILAN D'ACTIVITÉ

2024

16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



17 PARTENARIATS POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



Le monde traverse une période où les institutions démocratiques et la confiance des citoyens sont mises à l'épreuve. Pourtant, il ne sera pas possible d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) sans des institutions efficaces, transparentes, responsables et inclusives, sans une participation et une adhésion des citoyennes et citoyens et sans une attention plus forte aux processus démocratiques.

Face à ces défis, le groupe AFD – à travers ses trois entités (AFD, Expertise France et Proparco) – a fait de la gouvernance démocratique et inclusive une ambition transversale de son action. En 2024, une feuille de route dédiée a été adoptée pour traduire cette ambition en engagements concrets, avec un objectif : renforcer partout où il intervient le lien entre citoyens et institutions, et contribuer à restaurer la confiance mutuelle.

En 2024, le groupe AFD a engagé plus de 5 Md€ dans 209 projets reflétant l'implication importante du Groupe dans l'accompagnement des politiques publiques, le soutien aux institutions, l'encouragement de la participation citoyenne et la défense des droits fondamentaux.

À travers ces actions, le Groupe affirme sa conviction : un développement durable et partagé ne peut exister sans des institutions efficaces et redevables, et sans une citoyenneté active et reconnue.

Renforcer le lien entre les citoyens et les institutions

L'ambition du groupe se décline autour de deux axes :

AXE 1

► **Un axe opérationnel** décliné en trois objectifs, dans une logique 100 % ODD : **(1)** favoriser une participation citoyenne efficace pour mieux prendre en compte les besoins, **(2)** accompagner les institutions publiques et privées pour une meilleure efficacité et transparence de leur action dans la délivrance des services aux usagers et citoyens et **(3)** contribuer au renforcement de l'État de droit et des fondamentaux démocratiques.

AXE 2

► **Un axe mobilisation :** associer nos partenaires à un plaidoyer international et européen et poursuivre avec eux le débat d'idées au service de nos clients.

La mise en œuvre de ces engagements sera pilotée au niveau des autorisations d'engagements en CAD 1 et 2 sur le marqueur « gouvernance démocratique et inclusive ».

Le système de notation du Comité d'aide au développement (CAD)

Pour analyser l'intégration de la gouvernance inclusive et démocratique dans ses projets, l'AFD applique le système de notation établi par l'OCDE (les marqueurs CAD). Il se compose de trois valeurs :

CAD 0

► Le projet garantit ses moyens de mise en œuvre et contribue à des améliorations ponctuelles en termes de gouvernance.

CAD 1

► Le projet prévoit des améliorations significatives de la gouvernance de l'institution/du secteur pour le rendre plus efficace, inclusif, démocratique.

CAD 2

► Le projet prévoit une démarche de transformation structurelle du secteur pour le rendre plus efficace, inclusif, démocratique.

L'objectif est de financer des projets qui contribuent :

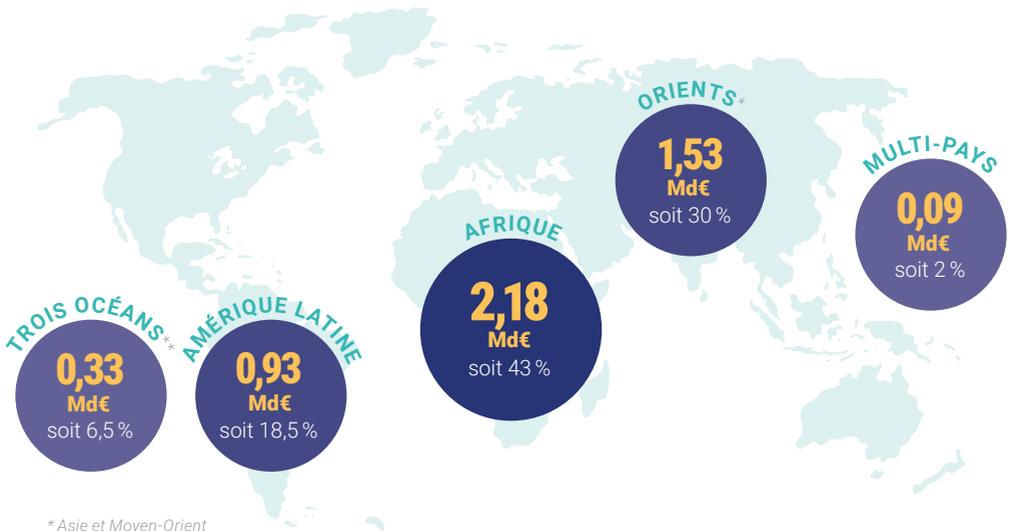
- à des changements de manière significative pour améliorer la gouvernance de l'institution ou du secteur/système pour le rendre plus efficace, inclusif et démocratique, tel que précisé dans la grille du dispositif avis développement durable de l'AFD (CAD 1) ;
- de manière structurelle à la gouvernance du secteur/système pour le rendre plus efficace, inclusif et démocratique (CAD 2).

À titre d'information, 58,5 % des autorisations d'engagements 2024 de l'AFD correspondent à des financements catégorisés CAD 1 ou 2 sur le marqueur CAD « gouvernance démocratique et inclusive ».

Les engagements du groupe AFD dans la Gouvernance démocratique et inclusive

En 2024, le groupe AFD a engagé plus de 5 milliards d'euros pour renforcer la gouvernance démocratique et inclusive dans les pays d'intervention et les Outre-mer, à travers 209 projets.

Répartition des volumes de financements octroyés et notés CAD 1 ou 2 par région en 2024

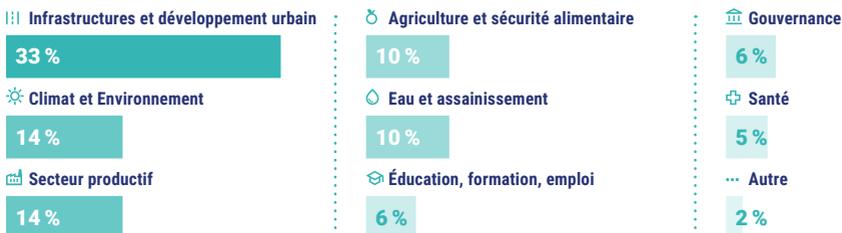


* Asie et Moyen-Orient

** Pacifique, Atlantique, Indien

Répartition par secteur des volumes d'engagements CAD1 et CAD2 en 2024

Part des volumes d'octrois de l'AFD en CAD1 et CAD2 | Gouvernance démocratique et inclusive en 2024



Accompagner les politiques publiques légitimes

Depuis 2021, l'AFD a accordé 137 financements budgétaires pour accompagner des politiques publiques et des programmes. Cet instrument constitue un levier stratégique: il permet d'engager un dialogue dans la durée avec les partenaires et d'apporter un soutien adapté aux besoins des politiques publiques. Ces opérations s'inscrivent dans une logique Groupe combinant :

- ▶ l'appui financier de l'AFD ;
- ▶ la coopération technique mise en œuvre par

Expertise France ;

- ▶ et la création d'un environnement de marché plus sûr et plus attractif pour le secteur privé, portée par Proparco.

Elles intègrent de plus en plus des approches centrées sur les acteurs et les institutions (efficacité, transparence, redevabilité et inclusion), encourageant la participation de la société civile et des citoyens, et mettent en place des mécanismes renforçant la transparence.

Volume de financements budgétaires engagés en 2024



2,51 milliards d'€

soit 25% des engagements de l'AFD dans les États étrangers

dont **45,2%** en Afrique



42,7%

dans la région Orient

25
opérations



Répartition en volume de financement budgétaire par secteurs prépondérants en 2024

- ▶ **28 % Énergie**
- ▶ **23 % Santé et Protection sociale**
- ▶ **22 % Agriculture, Développement rural et Biodiversité**

56 % des 25 financements budgétaires ont un impact structurant attendu sur au moins une dimension du développement durable (CAD 1 ou 2 sur une autre dimension en plus de l'indicateur sur la gouvernance démocratique et inclusive)

MAROC

Programme d'appui à la généralisation de l'assurance maladie obligatoire



Le prêt souverain de financement budgétaire est destiné à poursuivre l'accompagnement de la réforme majeure pour le Maroc que constitue la généralisation de l'assurance maladie obligatoire (AMO). Cette action passe par un appui à la gouvernance et aux institutions de l'AMO, par le renforcement de son effectivité notamment en prenant en compte les enjeux d'égalité de genre et par un appui à la maîtrise des dépenses pour la soutenabilité de la réforme. En miroir, le Maroc s'est également engagé sur des chantiers ambitieux visant l'amélioration des services de santé et garantissant un accès à des soins de qualité pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire.

Montant du prêt : 102,6 M€

Accompagner des institutions efficaces, transparentes et à l'écoute des citoyennes et citoyens

Le groupe AFD accompagne les institutions publiques et privées qui souhaitent faire évoluer leurs modes de fonctionnement ou leur activité en faveur des ODD. Cet accompagnement, sous forme d'expertise ou de financements adaptés, vise à renforcer l'efficacité, la transparence et l'inclusivité de leurs actions, en cohérence avec leurs besoins et leur niveau d'ambition.

Le Groupe dispose :

- ▶ **d'outils de financement adaptés** visant à accompagner la conception et la mise en œuvre d'une réforme ou d'une politique publique dans la durée;
- ▶ **d'une capacité à développer des dispositifs d'accompagnement technique et de formation sur-mesure et à les mettre en œuvre**, notamment par le biais de sa filiale Expertise France sur différents sujets (gouvernance de l'organisation, transition climatique, maîtrise des risques environnementaux et sociaux, genre...), et auprès de différents types d'acteurs;
- ▶ **de dispositifs de formation** sur de nombreux sujets, permettant également d'encourager la création de réseaux entre acteurs du développement.

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

Ligne de crédit auprès de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)



Une ligne de crédit a été accordée à la BIDC pour l'accompagner dans son évolution stratégique et la transformation de ses pratiques, afin de lui permettre de mieux remplir son mandat de banque publique de développement régionale et d'atteindre les objectifs fixés par son plan stratégique.

L'outil de prêt matriciel utilisé conditionne le décaissement des fonds à l'atteinte d'objectifs de transformation des activités de la banque, réunis au sein d'une matrice de changement. Cette matrice s'articule autour 5 grands piliers de changement dont la mise en œuvre sera accompagnée par une assistance technique : **(1)** Mobilisation des ressources et du capital intégrant l'accès aux guichets concessionnels (accréditation à l'UE, Fonds vert pour le climat) et l'entrée à son capital d'actionnaires non régionaux ; **(2)** Renforcement des compétences, ressources humaines et stratégie genre interne ; **(3)** Gestion du risque intégrant la création et l'opérationnalisation de la Vice-Présidence risque et le renforcement de son système de gestion des risques environnementaux et sociaux ; **(4)** Élaboration d'une stratégie climat et d'outils d'analyse climat ; **(5)** Opérationnalisation, suivi et redevabilité des impacts de développement.

Montant du financement : deux prêts de 50 M€ et 50 M\$

L'approche de Proparco en matière de gouvernance dans le secteur privé

Proparco contribue au renforcement de la gouvernance du secteur privé à travers une approche structurée qui combine analyse des risques, plans d'action contractuels, assistance technique et suivi annuel pour renforcer la gouvernance, la résilience et la durabilité des entreprises qu'elle finance :

- ▶ **une offre extra-financière en deux volets :** évaluation et suivi des risques ESG et accompagnement des clients vers de meilleures pratiques ;
- ▶ **une intégration de la gouvernance dans le système d'analyse des risques :** tous les financements sont analysés selon leur contribution au renforcement de la gouvernance d'entreprise, à la solidité organisationnelle et à la gestion responsable des impacts sociaux et environnementaux ;
- ▶ **une assistance technique ciblée :** appui aux clients en environnements fragiles pour améliorer leur performance, explorer de nouveaux marchés et bâtir des modèles de gouvernance robustes ;
- ▶ **un suivi de portefeuille (Impact Principles 2024) :** évaluation et gestion continue des risques ESG et autres risques non financiers, avec obligation pour les clients de combler leurs lacunes en s'alignant sur les standards internationaux, et accompagnement en cas d'événements imprévus.

L'approche d'Expertise France en matière de gouvernance démocratique

En matière de gouvernance démocratique, l'action d'Expertise France vise à mettre en œuvre les projets soutenant la gouvernance démocratique et inclusive permettant de placer les citoyens (en particulier les femmes, les jeunes et les populations vulnérables) et la promotion de leurs droits au cœur de l'action publique, ainsi que de renforcer/restaurer la confiance entre les citoyens et institutions.

À cet égard, Expertise France intervient auprès :

- ▶ **des instances gouvernementales aux niveaux central et local :** pour renforcer (1) la transparence de l'action publique et l'accès aux données, (2) l'intégrité de l'action publique et des agents publics et (3) l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité ;
- ▶ **des parlements :** en les appuyant dans leurs différentes fonctions (vote des lois, contrôle de l'action du gouvernement et représentation des citoyens) ; grâce notamment à la mise en place de programmes d'intégration, une assistance technique, de formations et des échanges entre pairs ;
- ▶ **des OSC :** afin de renforcer leur place en tant qu'interlocuteurs solides et crédibles des pouvoirs publics, porteurs d'expertises de terrain et acteurs de changement. Expertise France fournit ainsi un accompagnement technique et financier aux OSC, soutient leur mise en réseau et promeut la mise en place d'espaces de dialogue pluri-acteurs ;
- ▶ **des citoyennes et citoyens** eux-mêmes, en particulier les femmes et les jeunes et de leurs organisations à travers le renforcement de leur place dans les instances de gouvernance et les espaces de décision.

Accompagner la participation des citoyennes et citoyens à l'action publique

Dans un contexte de reflux mondial de la démocratie, la participation citoyenne peut permettre aux institutions publiques de mieux répondre aux besoins des usagers/bénéficiaires finaux et de favoriser l'appropriation et une responsabilité contribuant ainsi à renforcer la confiance mutuelle. Le Groupe accompagne cette dynamique en prenant en compte les contextes

politiques et locaux. Le groupe AFD s'engage à encourager la co-conception de l'action publique, favoriser de nouvelles formes de dialogue favorisant l'inclusion de toutes et tous et accompagner l'innovation démocratique et la résilience des espaces civiques en mobilisant tous les acteurs, les OSC, les citoyens et les publics vulnérables, dans le cadre des projets ou programmes financés.

COLOMBIE

Programme d'appui à la mise en œuvre de la réforme rurale intégrale pour construire une paix durable et juste



Dans la poursuite des accords de paix, la Colombie a adopté des processus de participation citoyenne et renforcé la transparence sur l'impact des politiques menées depuis 2017. La question de la sécurité alimentaire des femmes en milieu rural constitue un enjeu majeur à la fois pour accompagner le processus de pacification de la paix et l'égalité des genres. Dans ce cadre, le financement budgétaire accom-

pagne les institutions nationales dans la mise en œuvre des processus de consultation des citoyens effectifs, en particulier pour l'élaboration de la politique publique sur le Droit Humain à l'Alimentation. Ces éléments contribuent à renforcer l'adhésion des populations au processus de paix et renforce la légitimité des politiques promues.

Montant du prêt : 100 M€

BÉNIN, CÔTE D'IVOIRE, MAROC, SÉNÉGAL, TUNISIE

Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones



Sur financement de l'AFD, Expertise France soutient et accompagne, à travers le PAGOF 2, les administrations et la société civile des pays partenaires dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le Gouvernement Ouvert afin de respecter les principes du partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO). Il s'agit ainsi d'améliorer la gouvernance ouverte, l'accès à l'information et la participation citoyenne dans la construction et le suivi de l'action publique.

L'administration et la société civile de ces pays renforcent leurs capacités à collaborer et à

construire ensemble des politiques publiques plus efficaces, plus transparentes et plus réceptives aux attentes des citoyens via l'utilisation des nouvelles technologies. À ce titre, le projet s'attache à protéger et développer l'espace civique - réel défi dans la région.

Le projet soutient également les efforts d'autres pays d'Afrique francophone (Cameroun notamment) dans leur démarche d'adhésion au PGO et de développement du Gouvernement Ouvert, notamment grâce à la mise en réseau et les échanges d'expérience.

Montant : 6 M€

BOLIVIE, BRÉSIL, COLOMBIE, ÉQUATEUR, GUYANE, PÉROU, SURINAME ET VÉNÉZUELA

Amazonia +



Mis en œuvre par Expertise France, Amazonia+ appuie à l'adaptation aux changements climatiques, incluant une composante dédiée à la participation des peuples autochtones en matière de gouvernance forestière.

À ce titre, le projet active les leviers suivants :

- ▶ renforcer les capacités des organisations locales de peuples autochtones à se structurer et à se coordonner ;

- ▶ promouvoir les connaissances traditionnelles dans la prise de décision en matière de gouvernance environnementale ;
- ▶ renforcer les connaissances, les compétences techniques et opérationnelles des peuples autochtones en matière de gouvernance environnementale ;
- ▶ sensibiliser et renforcer les compétences des peuples autochtones sur l'accès à l'information environnementale, la participation citoyenne à la prise de décision environnementale et l'accès à la justice environnementale.

Montant : 6,4 M€ (Union européenne)

L'intervention de l'AFD en matière de gouvernance démocratique et inclusive en zone de crise ou de conflit

Les projets financés sont également évalués à l'aune de leur capacité à renforcer la résilience institutionnelle : maintenir des services efficaces, inclusifs et démocratiques, y compris en contexte de volatilité. Dans les situations de

crise ou de conflit, l'enjeu majeur reste le maintien du contrat de confiance entre institutions publiques et citoyens, socle indispensable de stabilité et légitimité.

ÉTHIOPIE

Civil Society Innovation Fund II



La deuxième phase de renforcement du Fonds d'innovation éthiopien pour la société civile (2024-2027), financée via l'instrument Paix et Résilience Minka, vise à renforcer la participation citoyenne en Éthiopie en soutenant l'ouverture d'un espace civique propice à la défense des droits humains et à la démocratisation.

Dans un contexte marqué par les conflits et la méfiance persistante envers les OSC, il appuie l'Autorité éthiopienne pour les organisations de la société civile (OSC) dans la mise en œuvre d'un

espace civique respectueux des droits civiques et associatifs des citoyens. Il prévoit aussi de soutenir plus d'une vingtaine d'OSC locales qui contribuent à renforcer la cohésion sociale par la promotion et la défense des droits humains, la lutte contre les violences basées sur le genre, l'accès à une information fiable et la promotion de la paix. En consolidant un cadre institutionnel inclusif et en soutenant un tissu associatif engagé, ce projet contribue à promouvoir une culture de la participation citoyenne indépendante et démocratique en Éthiopie, en cohérence avec les priorités françaises en matière de soutien aux droits humains et à la démocratisation.

Montant : 5,5 M€

Soutenir le renforcement de l'État de droit et les fondamentaux démocratiques

Contribuer au renforcement de l'État de droit

Le Groupe, notamment à travers les activités de financement de la gouvernance et société civile et les opérations de coopération technique

d'Expertise France, contribuera à renforcer les principes de l'État de droit à travers diverses actions couvrant plusieurs domaines essentiels en fonction des contextes spécifiques.

JORDANIE

Appui aux processus démocratiques / Support to Democratic Reforms in Jordan



Expertise France a lancé en Jordanie le *Support to Democratic Reforms*, un projet visant à promouvoir un processus démocratique plus participatif, inclusif et transparent. En plus de l'appui aux partis politiques et à la Chambre des Représentants du Parlement, deux autres leviers

d'actions clés sont mobilisés : le renforcement de la capacité des jeunes à prendre part au processus démocratique et à participer à la vie politique et civique de leur pays, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs médiatiques à promouvoir une participation inclusive.

Montant : 6,4 M€ (financement UE)

Soutenir les fondamentaux démocratiques Droits Humains et développement

Le groupe AFD poursuit son engagement en valorisant les démarches qui s'inscrivent dans l'approche fondée sur les droits humains au sein des actions de coopération au développement de la France. La division Gouvernance de

l'AFD instruit plusieurs projets dédiés justice/État de droit, appui aux défenseurs des droits environnementaux, processus démocratiques et médias et l'accès ou l'amélioration de l'accès aux droits. Des formations ont été développées en interne ainsi qu'une conférence avec le MEAE* et l'OIM**.

SÉNÉGAL

Programme Yaakaar Engagement Jeunesse et citoyenneté



Au Sénégal, où deux tiers de la population a moins de 25 ans, les jeunes peinent à s'autonomiser financièrement. Cela nourrit un sentiment d'exclusion dans une société marquée par de fortes hiérarchies intergénérationnelles.

Le projet appuie le Consortium Jeunesse Sénégal (CJS), créé en 2020, pour renforcer la participation citoyenne des jeunes et réduire les inégalités

territoriales et de genre. Il accompagne 300 OSC de jeunes à travers le pays, y compris dans des régions enclavées, en soutenant leurs capacités, leur engagement communautaire et leur expression artistique. Quatre centres de jeunesse sont réhabilités et animés par ces OSC.

L'écosystème ainsi renforcé dialogue avec les pouvoirs publics pour promouvoir une gouvernance plus inclusive, avec comme résultats attendus : un parcours d'engagement et de volontariat, la mise en place de quotas jeunes et la parité dans les instances publiques, ou encore l'extension de délégations de service public.

Montant : 8 M€

Soutenir la société civile

Le groupe AFD et les organisations de la société civile (OSC) collaborent pour renforcer la contribution des sociétés civiles à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

Cette collaboration se traduit à la fois dans les opérations et dans le cadre du dispositif dédié Initiatives-OSC.

Le soutien aux organisations de la société civile dans les opérations

Dans le cadre de ses opérations financées par des prêts aux États étrangers, l'AFD soutient l'im-

plication des Organisations de la société civile (OSC) afin de favoriser leur contribution à la mise en œuvre des projets.

134
millions d'euros



30
projets

CAD 1 et 2
Gouvernance
démocratique
et inclusive



Le dispositif Initiatives-OSC

Le Dispositif Initiatives-OSC est un canal essentiel de soutien aux projets et acteurs intervenant dans le secteur gouvernance/droits humains. Signe de son importance pour la société civile, ce secteur est autant soutenu sur les 5 dernières années par le dispositif Initiatives-OSC

que l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ce secteur rassemble à la fois des projets dédiés à l'avancement, à la protection et au respect des droits humains, et des projets de développement qui s'inscrivent dans une approche fondée sur les droits humains.

À L'INTERNATIONAL

21 nouveaux projets en 2024 secteur gouvernance/droits humains,

pour un montant total de **28,4 millions d'euros**.
Ce secteur représente

19% des octrois, ce qui le positionne comme l'un des deux secteurs les plus importants du dispositif.

EN FRANCE Le dispositif finance **27 projets d'éducation** à la citoyenneté et à la solidarité internationale ou de structuration du milieu associatif pour un volume de **18 millions d'euros**.

BALKANS OCCIDENTAUX*

* Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie

BOOST Balkans for optimizing opportunities, sustainability, and transformation of civil society



L'AFD finance le programme « BOOST », porté par l'ALDA**, destiné à optimiser les opportunités, la durabilité et la transformation de la société civile dans les pays ciblés. Ce projet vise à renforcer le rôle de la société civile dans la région en faveur du développement démocratique et durable. Il promeut et encourage le partenariat et la mise

en réseau des OSC au niveau national et régional pour renforcer le sentiment d'appartenance commune et européenne. Les activités s'articulent autour de trois thématiques : **(1)** la jeunesse et l'entrepreneuriat, **(2)** le développement rural et environnemental, **(3)** la préservation du patrimoine culturel et le développement communautaire.

Montant : 3,75 M€

** Association européenne pour la démocratie locale

Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable et Expertise France pour l'expertise technique –, le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable. Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



afd.fr • X : @AFD_France • Facebook : AFDOfficiel
5, rue Roland-Barthes • 75598 Paris Cedex 12 • France
Tél. : +33 1 53 44 31 31